

**FONDS DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL POUR LA
CONSOLIDATION DE LA PAIX
MODELE DE DOCUMENT DE PROJET**



United Nations
Peacebuilding

DOCUMENT DE PROJET DU PBF

Longueur : 12 pages maximum (plus page de couverture et annexes)

Pays : CÔTE D'IVOIRE	
TITRE DU PROJET : Mobilisation des Jeunes Engagés pour la Consolidation de la Paix en Côte d'Ivoire « MOJEC »	
NUMERO de Projet / portail Gateway du MPTF-O (pour les projets en cours) :	
Modalité de financement du PBF :	Indiquer si les fonds doivent être déboursés dans un fonds d'affectation spéciale ("Trust Fund") :
<input checked="" type="checkbox"/> IRF	<input type="checkbox"/> Fonds d'affectation spéciale national
<input type="checkbox"/> PRF	<input type="checkbox"/> Fonds d'affectation spéciale régional
Nom du fonds d'affectation spéciale :	
Liste de l'ensemble des agences bénéficiaires des fonds du PBF (en commençant par l'agence chef de file), type d'organisation (ONU, ONG etc.) : CARE International	
Autres partenaires de mise en œuvre (gouvernementaux ou non-gouvernementaux) :	
<ul style="list-style-type: none"> ✓ Organisation de la Société civile : <ul style="list-style-type: none"> - CAHD : Conseil pour l'Assistance Humanitaire et le Développement - AFJCI : Association des Femmes Juristes de Côte d'Ivoire - RIJLI : Réseau Ivoirien des Jeunes Leaders pour l'Intégrité ✓ Organisations gouvernementales : <ul style="list-style-type: none"> - OSCS : Observatoire de la Solidarité et de la Cohésion Sociale, sous le Ministère de la Solidarité et de la Cohésion Sociale - AEJ : Agence Emploi Jeune du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes 	
Date approximative de démarrage du projet¹ : 05/01/2019	
Durée du projet en mois :² 18 mois (Jusqu'au 30 Juin 2020)	
Zones géographiques de mise en œuvre du projet :	
Région de Gbêkê (Bouaké) – Région des Lagunes (Abidjan)	
Région du Haut Sassandra (Daloa) – Région du Cavally (Ouest) et Région du Poro (Korhogo)	
Le projet relève-t-il d'une des fenêtres de priorité spécifiques du PBF :	
<input type="checkbox"/> Initiative de promotion de l'égalité des sexes	
<input checked="" type="checkbox"/> Initiative de promotion des jeunes	
<input type="checkbox"/> Transition entre différentes configurations de l'ONU (e.g. désengagement d'une mission de maintien de la paix)	
<input type="checkbox"/> Projet transfrontalier ou régional	
Budget total du projet PBF* (par agence bénéficiaire) :	
CARE International : \$ 1,100,000	
Total PBF :	
<i>*Le budget total approuvé et le versement de la deuxième tranche, ou toute tranche supplémentaire, sont soumis à la condition d'être approuvés par PBSO, et à la disponibilité des fonds sur le compte du PBF. L'agence coordinatrice doit démontrer la dépense/engagement d'au moins de 75% de la tranche précédente et la soumission de tous les rapports PBF dus dans la période écoulée.</i>	
Toute autre source de financement destinée au projet (montant et source) :	

¹ Note: la date de démarrage du projet sera celle du premier versement.

² La durée maximum des projets IRF est de 18 mois et PRF de 36 mois.

Budget total du projet : \$ 1,100,000			
PBF 1^{ère} tranche : CARE International: \$ 385,000	PBF 2^{ème} tranche*: CARE International: \$ 385,000	PBF 3^{ème} tranche*: CARE International \$330,000	__ tranche
<p>Décrire brièvement en deux ou trois phrases le projet en expliquant succinctement son aspect urgent, son rôle catalyseur, sa tolérance au risque et son caractère innovant : Dans un contexte où les prochaines élections sont considérées comme un réel test pour la consolidation de la paix et la stabilité en Côte d'Ivoire, surtout avec une population grandissante des jeunes à risque de participation dans les violences politiques, criminelles et terroristes, le projet va contribuer à augmenter la participation civique des jeunes dans le processus démocratique et de consolidation de la paix. Cela sera fait à travers des activités visant l'augmentation de l'engagement civique actif des jeunes dans la préparation d'une transition politique inclusive pacifique à l'horizon des élections de 2020. Le projet va s'appuyer sur les acquis et leçons apprises des initiatives soutenues par le UNPBF en Côte d'Ivoire, notamment l'initiative "Appui au processus démocratique et de la consolidation de la paix" pour établir des relations de collaborations avec les structures précédemment financées par le UNPBF afin de créer et ou amplifier une dynamique catalytique d'impulsion de la participation civique inclusive des jeunes dans les espaces politiques. Le projet MOJEC contribuera à la réalisation de la priorité 3 du Plan National de Développement (PND) 2016-2020 du Gouvernement Ivoirien: "D'ici 2020, les institutions nationales mettent en œuvre des politiques publiques qui renforcent la gouvernance et la cohésion sociale pour réduire les inégalités".</p>			
<p>Résumer le mécanisme de consultation dans le pays et le processus pour entériner le projet préalablement à la soumission à PBSO, y compris via examen / consultation du Comité de pilotage du PBF, le cas échéant.</p> <p>Le projet MOJEC a été élaboré avec la participation des acteurs locaux avec une programmation sur la thématique, promotion de la paix et participation des jeunes dans les zones cibles. Les acteurs locaux clés mobilisés pour la préparation de ce projet comprennent: le RIJLI (Réseau Ivoirien des Jeunes Leaders pour l'Intégrité), l'AFJCI (l'Association des Femmes Juristes de Côte d'Ivoire), l'ONG CAHD (Conseil pour l'Assistance Humanitaire et le Développement), l'OSCS (l'Observatoire de la Solidarité et de la Cohésion Sociale).</p> <p>Le projet est en ligne avec l'axe 2 du PACoP (Programme d'Appui à la Consolidation de la Paix) des Nations Unies et au projet « Elections et Jeunes » mis en œuvre par le PNUD. L'élaboration du projet s'est appuyée sur les discussions avec le Secrétariat Technique de PBF au niveau local.</p>			
<p>Degré de contribution à la promotion de l'égalité des sexes³ : <u> 2 </u></p> <p>Spécifiez le pourcentage et le montant du budget total du projet alloués aux activités directement liées à l'égalité entre les sexes / le renforcement des capacités des femmes : 40% du budget soit \$ 439,784 sera dédié à la promotion du GENRE dans la mise en œuvre du projet.</p>			
<p>Degré de risque du projet⁴ : <u> 1 </u> – Ce choix est justifié par la tendance plausible de tensions et crispation de l'espace politique au regard de la préparation des élections de 2020.</p>			

³ Score 3 pour les projets qui ont l'égalité entre les sexes comme objectif principal (minimum 80% du budget total est alloué à l'égalité entre les sexes et le renforcement des capacités des femmes).

Score 2 pour les projets qui ont l'égalité entre les sexes comme objectif significatif (minimum 30% du budget qui va à l'égalité entre les sexes et le renforcement des capacités des femmes).

Score 1 pour les projets qui contribuent d'une certaine manière à l'égalité entre les sexes, mais pas de manière significative (moins de 15% du budget total).

⁴ 0 = risque faible pour la réalisation des résultats

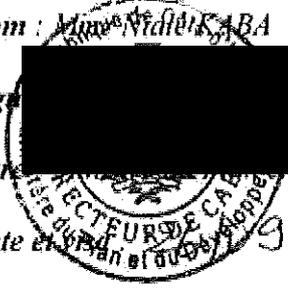
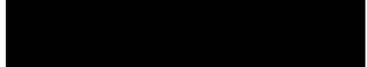
1 = risque moyen pour la réalisation des résultats

2 = risque élevé pour la réalisation des résultats

mieux l'objet du projet (choisir un domaine seulement⁵) : __ (2.3) Prévention/gestion des conflits
 Le cas échéant, le résultat de l'UNDAF auquel le projet contribue : Sur les trois priorités retenues par le CPU en Côte d'Ivoire, le projet est aligné sur la première qui vise le « **Renforcement de la gouvernance et de la cohésion sociale** ».
 Le cas échéant, **Objectif de Développement Durable** auquel le projet contribue : ODD n°5 : Egalité entre les sexes (5.1, 5.5, 5.6.b), ODD n°10 : Réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre (10.2) et ODD n°16 : Paix, Justice et institutions efficaces (16.7, 16.10)

<p>Type de demande :</p> <p>Nouveau projet <input checked="" type="checkbox"/></p> <p>Révision de projet <input type="checkbox"/></p>	<p>Pour les révisions de projet, sélectionnez tous les changements pertinents et fournir une brève justification à la fin du document :</p> <p>Extension de la durée : <input type="checkbox"/> Durée additionnelle du projet en mois :</p> <p>Changement de résultat / sujet : <input type="checkbox"/></p> <p>Changement de l'allocation budgétaire entre résultats ou augmentation de plus de 15% par catégorie de budget : <input type="checkbox"/></p> <p>Budget PBF supplémentaire : <input type="checkbox"/> Budget supplémentaire par agence bénéficiaire : USD XXXXX</p> <p>Brève justification de la révision: <i>NB : s'il s'agit d'une révision, indiquer chaque changement du document de projet en rouge ou en MODE RÉVISION. Inclure également un nouveau cadre de résultats et un budget en indiquant clairement les changements apportés. Les parties sans modifications restent les mêmes. De nouvelles signatures seront requises.</i></p>
--	--

SIGNATURES DU PROJET :

<p>AGENCE RECIPIENDAIRE⁶</p> <p><i>Nom du représentant :</i> <u>Gaillaume AGUETTANT</u></p> <p><i>Signature :</i> </p> <p><i>Nom de l'agence :</i> </p> <p><i>Date et visa :</i> <u>21/09/2018</u></p> 	<p>Représentant du gouvernement national</p> <p><i>Nom :</i> <u>Mme Ndié KABA</u></p> <p><i>Signature :</i> </p> <p><i>Titre :</i> <u>Directeur de Cabinet</u></p> <p><i>Date et visa :</i> <u>19/2018</u></p> 
<p>Coordonnateur résident</p> <p><i>Nom :</i> </p> <p><i>Signature :</i> </p> <p><i>Date & visa :</i> <u>24/09/2018</u></p> 	<p>Bureau d'appui à la consolidation de la paix (PBSO)</p> <p><i>Nom du représentant :</i> </p> <p><i>Signature :</i> </p> <p><i>Sous-Secrétaire Général pour l'appui à la consolidation de la paix</i></p> <p><i>Date & visa :</i></p>

⁶ Veuillez inclure un bloc de signature dans le tableau pour chaque agence bénéficiaire du projet.

⁶ Veuillez inclure un bloc de signature dans le tableau pour chaque agence bénéficiaire du projet.

I. Contexte de consolidation de la paix et justification de l'appui de PBF (4 pages max)

Malgré le progrès économique de la période d'après conflit de 2011, la Côte d'Ivoire reste un pays fragile et à haut risque de basculer dans des violences inter-ethniques induites par les dissensions politiques. Ensuite, les inégalités en terme de richesses et opportunités de création de richesses entre les différentes couches sociodémographiques sont grandissantes, avec une augmentation constante du taux de chômage et d'analphabétisme des jeunes. Aujourd'hui, le taux de chômage des jeunes en Côte d'Ivoire est estimé à 22%. L'augmentation constante du taux de chômage des jeunes au cours de la dernière décennie est une des principales causes de l'émergence et de la montée en puissance de l'enrôlement des jeunes dans des mouvements d'extrême violence et des activités illicites. Les récentes crises politiques et les violences interethniques des populations vivant autour de la forêt du Goin Débé dans l'ouest de la Côte d'Ivoire constituent un reflet de la crise civique que connaît la jeunesse ivoirienne dont les autorités politico-administratives sont confrontées.

Les récentes crises intercommunautaires, ethniques ainsi que les tensions politiques en Côte d'Ivoire tirent leurs origines dans la manipulation du Concept de l'Ivoirité. Ce concept qui constitue un des fléaux majeurs de l'instabilité et des violences politiques de la Côte d'Ivoire contemporaine est une création de la classe politique. Ce concept malheureux a été utilisé par les différents acteurs politiques pour diverses finalités. Ainsi, s'appuyant sur ce levier de l'ivoirité, tous les acteurs politiques de la Côte d'Ivoire ont d'une manière ou d'une autre défini, communiqué et défendu des idéologies soutenues par des slogans identitaires. Ces idéologies ont malheureusement créé et/ou élargi les clivages politiques et par conséquent créer un phénomène rampant de clientélisme et patronage identitaire dans l'accès aux services, ressources et opportunités à la fois dans les secteurs économiques, sociaux et politiques.

Le prisme identitaire du clientélisme et patronage politique en Côte d'Ivoire a au fil des années réduit les espaces politiques et de gouvernance à caractère inclusifs, et ainsi limité les opportunités de l'engagement civique et politique des jeunes dans la création d'une culture démocratique inclusive. Les formations politiques ont en fonction de leur agenda utilisé le clientélisme identitaire pour créer des mouvements ou milices politiques majoritairement constitués des jeunes. Aujourd'hui ces mouvements/milices des jeunes partisans sont à l'avant-garde de la violence politique et du rétrécissement de l'espace de dialogue politique inclusif.

Avec environ 26% de la population d'origine étrangère, la coexistence, tolérance et inclusivité dans l'espace politique ivoirien ont toujours constitué des facteurs existentiels de consolidation de la paix et de la cohésion sociale. Dans un environnement dominé par des clivages politiques à base ethnique, l'absence de débats politiques publics inclusifs sur des concepts, slogans et messages politiques divisionnistes entrave les efforts de création d'une culture démocratique inclusive. Comme conséquence, les jeunes finissent par développer des stratégies d'adaptation à leur environnement politique très polarisé. (Centre de recherche et d'action pour la paix - Université de Cocody, Abidjan).

Les jeunes en Côte d'Ivoire continuent d'être mobilisés par différents acteurs pour participer à des conflits sur la base des notions de civisme et patriotisme à caractère identitaires. Face à une classe politique et sociale qui a, au fil des années, failli à son devoir civique d'encadrement de la jeunesse aux valeurs de tolérance et d'inclusion démocratique, les jeunes constituent le premier réservoir de recrutement des acteurs de la machine de violence politique en Côte d'Ivoire.

Face à la pauvreté et à l'absence d'opportunités pour la participation active dans la vie économique, sociale et politique du pays, les jeunes sont à la solde des manipulations de la

classe politique. Les jeunes sont de moins en moins considérés comme acteurs clés et influents dans l'espace politique ivoirien.

Plusieurs facteurs expliquent la vulnérabilité des jeunes (15-29 ans) au recrutement dans les mouvements politiques violents qui sont à la base de la continuation de l'instabilité politique et le manque de cohésion sociale. Environ 92% des jeunes avec une source de revenu sont employés dans le secteur informel, dont 22% sont sous-employés (Rapport OCDE, 2017). Les jeunes femmes sont particulièrement défavorisées en raison de la discrimination fondée sur le sexe, normes culturelles, des pratiques religieuses, mais aussi du manque persistant d'accès à l'éducation. Environ 68% des jeunes femmes occupent un statut d'emploi vulnérable – même dans le secteur informel.

Les moyens de subsistance d'environ 70% de la population ivoirienne dépendent directement des activités agricoles (Global Security, 2018). Ceci fait de la terre un instrument important pour l'inclusion politique, économiques et la cohésion sociale en Côte d'Ivoire. Cependant, les zones forestières à l'ouest du pays connaissent des conflits fonciers récurrents depuis les années 90s. Ces conflits ont opposé trois groupes clés de la population: les autochtones (propriétaires fonciers autochtones), les allochtones (immigrants agricoles internes) et les allogènes (travailleurs agricoles des pays voisins). Les principales causes de tensions sont essentiellement une densité de population croissante associée à une définition idéologique d'un véritable ivoirien (Centre de recherche et d'action pour la paix). Les jeunes pauvres et moins éduqués sont en quasi-totalité exclus des affaires publiques. En conséquence, très peu de jeunes votent (37,2% en 2014). Ce pourcentage est encore trop bas parmi les jeunes filles et femmes, surtout celles vivant dans les milieux ruraux.

Le faible taux de participation des jeunes aux élections dénote un désengagement civique. Ce désengagement civique des jeunes semble être une tendance inquiétante au cours des 10 dernières années. Une des raisons majeures de ce désengagement semble être la perte de confiance dans les institutions publiques, en particulier celles chargées de la sécurité, de la justice et des élections. En outre, le désengagement a été soutenu par l'absence de politique nationale de cohésion sociale inclusive et orientée vers les jeunes. Ainsi, la Côte d'Ivoire reste parmi les pays avec des taux élevés d'inégalité des richesses et genre au monde, tel que confirmée par les récents rapports de l'indice de l'égalité des sexes des Nations Unies.

Le projet "Mobilisation des Jeunes Engagés pour la Consolidation de la Paix en Côte d'Ivoire- (MOJEC)" vise à **renforcer l'engagement des jeunes ivoiriens dans la consolidation de la paix à travers une préparation à une transition politique inclusive en vue des élections générales de 2020**. A travers des activités prédéfinies visant à augmenter la participation civique et politique des jeunes, le projet va contribuer à la création d'un environnement favorable à l'expression libre et implication des jeunes (surtout la jeune femme) dans le dialogue politique. Le projet va établir les plateformes des jeunes pour inciter et soutenir les jeunes à faire entendre leurs voix et priorités dans les espaces de dialogue politique et de gouvernance en vue de la consolidation de la paix et d'une culture d'alternative politique démocratique. Ainsi, à travers une participation active, les jeunes se sentiront moins aliénés et marginalisés par la classe politique du pays. Le projet travaillera au **renforcement des capacités des associations de jeunes femmes et de jeunes hommes dans les domaines de la cohésion sociale, de la consolidation de la paix, de la prévention et la gestion pacifique des conflits afin qu'elles deviennent des vecteurs de paix et de cohésion sociale**. Ceci est un pilier clé du Plan National Prioritaire 2 de consolidation de la paix et du Programme National d'appui à la Consolidation de la Paix (PACoP) soutenu par le Secrétariat Technique du Fonds du Secrétaire General pour la consolidation de la Paix en Côte d'Ivoire. Le projet va initier des forums de discussions entre les mouvements des jeunes et différentes entités constitutives de la classe politique ivoirienne. Ainsi, le projet va contribuer à la réalisation de la résolution 2250 du 09 décembre 2015 du Conseil de Sécurité

de l'ONU sur le thème « Jeunesse, paix et sécurité. Dans le cadre de la domestication de la résolution 1350 des Nations Unies sur la participation des femmes, la Côte d'Ivoire a élaboré un plan d'action après sa ratification. Le projet MOJEC complètera ainsi cette initiative du Gouvernement ivoirien pour l'amélioration de la participation des femmes et surtout des jeunes parmi elles à la consolidation de la paix et de la sécurité à travers le renforcement de leur leadership.

Le projet MOJEC vise à renforcer la consolidation de la paix et de la sécurité à travers la **participation des jeunes femmes et des jeunes hommes dans les processus politique et de suivi des engagements politiques pour les détourner de la violence et des comportements à risque**. Le projet va directement contribuer à la priorité 1 du Cadre de Planification Unique (CPU 2017-2020) du Système des Nations Unies en Côte d'Ivoire.

Le projet va bâtir sur et compléter les initiatives de promotion et de renforcement de la paix mises en œuvre par UNICEF, UNFPA, UNWOMEN et PNUD en utilisant ou s'appuyant sur les mécanismes citoyens qu'ils ont créés afin d'augmenter la participation civique et politique active des jeunes. Le projet va particulièrement viser la création des synergies avec les projets suivants:

- “Renforcement de la participation des jeunes et des associations de jeunes à la consolidation de la paix dans le sud et le centre Ouest de la Côte d'Ivoire” – UNICEF
- “Appui à la pérennisation des outils de prévention et de gestion des conflits en Côte d'Ivoire” – UNFPA
- “Appui à la consolidation du désarmement communautaire, de la réintégration des ex-combattants et de la RSS en Côte d'Ivoire” – PNUD.

Le projet MOJEC vise à créer une dynamique catalytique d'impulsion de la participation civique inclusive des jeunes dans les espaces politiques en se faisant aider par les nouvelles technologies de la communication et de l'information, le renforcement de la sensibilisation et de la formation des jeunes sur des thématiques liées à la participation citoyenne, la prévention et la résolution pacifique des conflits liés aux élections. Le projet va directement contribuer à la mise en œuvre du Plan National de Développement (PND) 2016-2020 du Gouvernement Ivoirien notamment sur la priorité 3 du pilier lié à la gouvernance “D'ici 2020, les institutions nationales mettent en œuvre des politiques publiques qui renforcent la gouvernance et la cohésion sociale pour réduire les inégalités”.

Dans un contexte où les prochaines élections sont considérées comme un réel test pour la consolidation de la paix et la stabilité en Côte d'Ivoire, surtout avec une population grandissante des jeunes à risque de participation dans les violences politiques, criminelles et terroristes, le projet va contribuer à augmenter la participation civique des jeunes dans le processus démocratique et de consolidation de la paix grâce à un engagement civique actif des jeunes dans la préparation d'une transition politique inclusive pacifique à l'horizon des élections de 2020. Le projet va s'appuyer sur les acquis et leçons apprises de l'initiative “Appui au processus démocratique et de la consolidation de la paix” financée par le PBF et en cours d'exécution par le PNUD en Côte d'Ivoire.

Le projet va travailler pour une forte mobilisation des mouvements des jeunes en vue de leur participation active dans les processus préparatoires des élections de 2020 pour assurer une alternative politique pacifique, inclusive et démocratique. Ainsi, le projet va contribuer au résultat du plan prioritaire de consolidation de la paix suivant: “renforcer le dialogue et la confiance entre les acteurs politiques, les femmes et les jeunes en vue d'élections pacifiques.”

La conception de ce projet a été informée par les leçons apprises du projet SWEEP, financé par UNPBF, en cours de finalisation. Le projet SWEEP a réalisé une cartographie des réseaux et mouvements d'associations de jeunes et de femmes actifs dans l'ouest de la Côte d'Ivoire. L'une des leçons apprises est que plus de 80% des mouvements et réseaux des

jeunes ne sont pas connus par les autorités locales et n'ont pas accès aux espaces et opportunités de dialogue politique. Ceci limite leur engagement en tant que citoyens à la fois dans les processus électoraux, la gouvernance locale et les efforts des différents acteurs dans la consolidation de la paix et la sécurité surtout en milieu rural.

Le projet MOJEC a trois composantes interconnectées en vue du renforcement de la participation des jeunes :

- La première composante vise à **renforcer la participation citoyenne des jeunes dans le suivi des actions politiques des leaders politiques liés aux processus électoraux**. Le projet va faciliter les organisations des jeunes de s'engager dans le suivi des actions politiques des acteurs et formations politiques de tout bord.
- La deuxième composante vise **la création des plateformes (virtuelles et formelles) inclusives d'incitation et promotion de dialogue politique et libre expression parmi les jeunes de toutes les tendances politiques confondues**. Le projet va faciliter l'utilisation des plateformes des jeunes pour inciter et promouvoir la libre expression des jeunes sur des sujets d'intérêt public et dialogue politique inclusif entre la classe politique et les jeunes.
- La troisième composante vise la promotion de la redevabilité politique pour la création d'un environnement démocratique inclusif qui valorise l'engagement civique des jeunes.

II. Contenu du projet, justification stratégique, et stratégie de mise en œuvre (4 pages max plus annexe du cadre des résultats)

a) Une brève description du contenu du projet

En Côte d'Ivoire, la population des jeunes (personnes entre la tranche d'âge de 15 - 35 ans d'âge) est estimée à 79,34%, la majorité étant de moins de 15 ans (42,94%). 36,40% de la population des jeunes est en âge d'engagement civique actif. Cette tranche des jeunes sont en ce jour restés soit en marge du processus démocratique ou alors ont été à la merci de la manipulation politique.

Les incidents sécuritaires récents en Côte d'Ivoire ont démontré la gravité de la problématique des jeunes en Côte d'Ivoire. Les jeunes à plusieurs reprises se sont attaqués aux symboles de l'Etat. En Septembre 2017, à l'ouest de la Côte d'Ivoire, les jeunes étaient activement engagés dans les violences inter-ethniques suite à l'usurpation de domaines fonciers, ravivant ainsi les conflits fonciers de longues dates. Ces violences ont fait 15 morts et plus de 6,000 personnes déplacées.

En février 2018, le décès d'un citoyen à un "check point" de la Gendarmerie dans la région de Bloléquin a déclenché des violences inter-ethniques qui ont fait plusieurs dégâts matériels. Par ailleurs, le 25 août 2018, dans la région du centre, un village a été incendié par des jeunes d'un autre en raison de rumeurs persistantes sur la disparition d'un des leurs.

Les exemples susmentionnés dénotent le sentiment de marginalisation dont les jeunes se sentent victimes. A cet effet, les jeunes soulignent leur manque d'implication active à la fois dans les processus politiques et économiques du pays. La plupart des jeunes ont le sentiment d'être marginalisés de la vie politique, économique et sociale active du pays : « nous avons été catégorisés, on a fait de nous un groupe marginal » (Progres study on youth, peace & security A-72-761-S-2018-86). Ce sentiment de rejet et d'auto-réclusion prédisposent les jeunes à une grande vulnérabilité à toutes formes de violence, notamment les violences à caractère politique.

Au vu de ce constat, le projet MOJEC vise à faire des jeunes, **des acteurs de consolidation de la paix et de la sécurité en Côte d'Ivoire à travers leur transformation en catalyseurs**

de paix, capables de résister à la manipulation et l'utilisation dans les violences politiques et autres actions illégales.

b) Cadre des résultats du projet,

Le projet MOJEC vise à augmenter la participation civique des jeunes dans le processus démocratique et de consolidation de la paix grâce à un engagement civique actif des jeunes dans la préparation d'une transition politique inclusive pacifique à l'horizon des élections de 2020. Le projet dont **la durée est de 18 mois** va contribuer à : (1) Augmenter l'action citoyenne des jeunes dans la surveillances des actions politiques susceptible de compromettre ou promouvoir les divisions et clivages politiques identitaires ; (2) Augmenter la libre expression et dialogue politique inclusif parmi les jeunes pour soutenir leur engagement civique ; (3) Promouvoir la redevabilité politique pour la création d'un environnement démocratique inclusif qui valorise l'engagement civique des jeunes.

Résultat 1 : L'action citoyenne des jeunes dans la surveillance des actions politiques qui promeuvent les divisions et clivages politiques identitaires est augmentée.

Ce résultat vise l'augmentation et l'implication des jeunes dans **la surveillance et suivi des actions, slogans et messages politiques qui font la promotion, diffusion et utilisation des sentiments identitaires au sein de la classe politique comme levier important pour la consolidation de la paix et le développement d'une culture démocratique inclusive.**

Le projet va appuyer cinq (5) collectifs de jeunes à mobiliser leurs membres constitutifs et le reste de la population des jeunes de leur zones d'interventions à s'engager dans le suivi et le rapportage des actions, slogans et messages politiques à caractères identitaires dans les zones cibles. Le projet va adapter les supports numériques de collectes d'information développés par le projet SWEEP, financé par le UNPBF, pour pourvoir les jeunes avec les outils nécessaires pour le suivi et rapportage actions politiques d'incitation aux tensions et divisions politiques identitaire⁷. Le projet va encourager les jeunes à rapporter les actions politiques dissidentes à l'observatoire de la solidarité et de la cohésion sociale qui pourra s'en servir pour dénoncer les actions et slogans politiques qui ravivent ou incitent à la radicalisation politiques des jeunes. Les incidents rapportés seront utilisés pour **sensibiliser et promouvoir un dialogue inclusif entre les jeunes autour des actions civiques de prévention de l'utilisation des jeunes comme instruments d'incitation, initiation et/ou propagation de la violence politique.**

Le projet va utiliser et s'appuyer sur les mécanismes d'alertes précoces mises en place par le PNUD et autre organisations de la société civile notamment les comités civilo-militaires, les comités locaux de paix, le comité de coordination de la participation politique des femmes et l'observatoire de la Solidarité et de la Cohésion Sociale pour alerter les populations (surtout les jeunes) sur les actions, slogans et messages politiques susceptibles d'inciter ou créer des tensions politiques dans les zones cibles.

Produit 1.1 : L'action catalyseur de 5 collectifs et/ou mouvements de jeunes pour l'engagement civique des jeunes dans le dialogue politique est renforcée :

⁷ Le projet SWEEP a mis en place un système d'alerte qui a couvert la zone ouest. Ce système, ouvert à tous les acteurs et notamment les femmes et les jeunes, permet le rapportage en temps réel des incidents sécuritaires afin de faciliter une prise de décision rapide et approprier par les autorités compétentes. Le projet MOJEC se basera également sur ce dispositif pour renforcer les mécanismes d'alerte avec les jeunes de sorte à mieux suivre l'évolution de la situation de la cohésion sociale et de la sécurité.

- Identification des collectifs/mouvements inclusif de jeunes dans les zones cibles
- Formation ou renforcement de capacités des collectifs/mouvements identifiés sur l'action citoyen de contrôle de l'espace démocratique
- Formation des collectifs/mouvements identifiés sur les techniques de sensibilisation et de mobilisation de l'action civique inclusive
- Organisation de séances de dialogue et expression politique libre
- Appuyer la participation des jeunes dans le suivi et rapportage des actions, slogans et messages politiques d'incitation à la division et tension politique.

Produit 1.2 : Les collectifs/mouvements de jeunes des partis politiques et ceux de la société civile collaborent sur les actions collectives citoyennes des jeunes pour la prévention des violences politiques et la consolidation de la paix

- Formation des collectifs/mouvements politiques et de la société civile sur les thématiques de civisme, de la surveillance des violences politiques ; et traçabilités et rapportage des incidents de violences politiques ; etc.
- Organiser des espaces/cadres de dialogue et concertation entre les collectifs/mouvements de jeunes
- Appuyer les initiatives d'actions collectives citoyennes des organisations des jeunes cibles.
- Formation à la prévention et résolution pacifique des conflits

Produit 1.3: Un mécanisme des jeunes pour le suivi des actions politiques est en place et fonctionnel

- Sensibiliser et mobiliser les mouvements de jeunesse à la RLE
- Former sur l'observation du processus électoral
- Mise en place du système d'alerte précoce
- Organiser des dialogues politiques impliquant les différents acteurs
- Faire la promotion des articles pacifiques de presse sur l'actualité politique
- Organiser sur les réseaux sociaux des débats sur l'actualité politique

Résultat 2 : 5 plateformes régionales de jeunes pour la promotion de l'expression libre et dialogue politique parmi les jeunes militent contre l'engagement des jeunes dans les violences politiques.

Ce résultat vise à augmenter la participation des jeunes dans le dialogue politique inclusif et la libre expression des vues politiques parmi les jeunes pour soutenir leur engagement civique dans la lutte contre la violence politique. Le projet va créer et faciliter la participation active des jeunes dans les plateformes virtuelles et physiques de promotion du dialogue inclusif entre les jeunes des différentes affiliations politiques, ethniques et sociales. Le projet va faciliter la professionnalisation de l'administration des plateformes créées afin d'assurer un caractère éducatif attractif pour les jeunes afin de soutenir l'engagement civique et politique des jeunes.

Produit 2.1 : Les débats et dialogues politiques entre jeunes sont libres, inclusifs et soutenus par des évidences dans les zones cibles du projet

- Sensibiliser et mobiliser les collectifs/mouvements de jeunes à s'inscrire dans le Recensement des Listes Electorales (RLE)
- Former sur les représentants des collectifs/mouvement de jeunes sur la création et animation des plateformes de dialogue politique et action civique

- Appuyer les actions citoyennes à travers les blogs et capsules sur l'engagement politique des jeunes dans le processus électoral
- Organiser des dialogues et débats politiques sur l'actualité politique avec différents leaders des jeunes à la fois au niveau local et central.
- Faire la promotion des articles de presses qui promeuvent l'inclusion et la tolérance politique.

Produit 2.2: Le mécanisme de coordination des actions citoyennes des jeunes des différentes formations est en place et fonctionnel dans les zones cibles du projet

- Mise en place d'un système de rapportage sur le suivi des promesses électorale à temps réel
- Ouverture d'un compte WhatsApp
- Promotion du système digital via les médias
- Mise en place d'une équipe de gestion du système digital
- Former les jeunes à l'utilisation de la plateforme digitale
- Collaborer avec les plateformes existantes (YALI network, U-report, Active Ta Voix, OSCS)

Résultat 3 : La redevabilité politique envers la participation inclusive et l'action civique des jeunes renforcées.

Promouvoir la redevabilité politique est un aspect essentiel dans la création et le renforcement d'une culture démocratique inclusif qui valorise l'engagement civique égale entre tous les segments de la population en âge de maturité civique. Ce résultat vise **la participation accrue des jeunes dans le dialogue politique entre les jeunes et les leaders politiques** pour mitiger l'utilisation de la jeunesse comme levier de la violence politique en vue des élections générales de 2020. Le projet va former les jeunes dans l'utilisation des cas d'actions politiques d'incitation à la violence politique identitaire pour tenir redevables les acteurs politiques à travers le dialogue politique pacifique et inclusive entre les jeunes et les leaders politiques. Pour ce faire, le projet va créer des espaces de dialogue politique entre les jeunes et leaders politiques sur les problématiques de société, notamment la pauvreté et l'injustice sociale. Ainsi, le projet va contribuer à restaurer et renforcer la confiance entre leaders politiques et les jeunes.

Produit 3.1 : Les autorités et leaders des partis politiques ont augmenté leurs interactions et dialogue inclusif avec les jeunes dans les zones cibles du projet.

- Organiser des forums de dialogues politiques inclusifs entre les mouvements des jeunes et les représentants des partis politiques.
- Organisation de journées et/ou foire de citoyenneté à l'intention des jeunes en collaboration par les formations politiques.
- Organiser sur les réseaux sociaux des débats croisés entre les jeunes et les leaders politiques.

Produit 3.2 : Les mouvements des jeunes sont actifs dans les mécanismes d'alertes précoces et de plaidoyer politiques pour la prévention des violences politiques dans les zones cibles du projet.

- Organiser des séances de travail citoyens entre les partis politiques et la population
- Vulgarisation des résolutions 2250 et 2419 et 1325 auprès des associations de jeunesse et des autorités
- Partager des rapports ciblés sur les incidents et actions politiques d'incitation au division et polarisation du dialogue politiques
- Appuyer la promotion de l'action civique citoyenne des jeunes à travers les médias sociaux.

c) Théorie du changement pour le projet

Le projet est soutenu par la théorie de changement suivant : *“Si les mouvements formels et informels de jeunes à risque d’affiliation politique sur des bases ethniques ou régionales sont engagés dans les dialogues et actions civique collectives, Si les mouvements formels et informels de jeunes femmes et de jeunes hommes disposent de mécanismes crédibles de surveillance, de dénonciation des mauvaises actions politiques à caractère discriminatoires et Si les mouvements de jeunes des partis politiques ont des interactions accrues de dialogue politiques publics inclusifs et non-violents avec les leaders politiques, Alors les jeunes (garçons et filles) des mouvements politiques seront moins attirés à s’engager dans les violences politiques de toute forme et s’engageront à devenir des défenseurs du dialogue politique inclusif, de la paix, et d’alternance politique démocratique et pacifique Car les jeunes se seront engagés comme des acteurs clés dans la prévention des tensions et violences politiques et auront augmentés leur confiance dans les processus de politique du pays,”*

Les hypothèses clés qui sous-tendent la théorie de changement susmentionnés sont :

- Les partis politiques au pouvoir actuellement comme ceux de l’opposition ne font pas recours aux stratégies électorales de mobilisation de leur base constitutive fondées sur le langages politiques identitaires ou régionaliste
- Les partis politiques sont ouverts au dialogue politique inclusive basée sur des projets de société et non de conquêtes de pouvoir
- Les collectifs et/ou mouvements de jeunes n’utilisent pas les plateformes de dialogue et libre expression politiques pour s’aligner ou radicaliser leur affiliation aux partis politiques
- Le pays ne replonge plus dans l’instabilité sécuritaire alimentée par une résurgence des conflits ethniques, politiques et régionalistes.

d) Stratégie de mise en œuvre du projet

MOJEC est un projet catalytique qui vise le renforcement de la participation des jeunes, couramment impliqués dans les violences politiques et à risque d’enrôlement dans les violences religieuses et ethniques, dans le dialogue politique inclusif et consolidation de la paix et de la sécurité en perspective des élections de 2020. La stratégie principale de mise en œuvre du projet est **la capacitation des collectifs et mouvements des jeunes afin qu’ils facilitent l’engagement civique et politique de leur base constitutive dans les dialogues politiques inclusifs**. Le projet s’appuiera surtout sur les différents collectifs et mouvements de jeunes au niveau régional et national pour la création et le fonctionnement des plateformes de promotion de l’action collective citoyenne des jeunes.

Justification des zones d’intervention : Le projet MOJEC sera exécuté dans les zones à forte population des jeunes notamment dans les régions de Cavally, Gbêkê, Lagunes et de Poro. Le table ci-dessous décrit les localités cibles pour la mise en œuvre du projet:

Régions	Villes	Raisons du choix
Gbêkê	Bouaké	Villes cosmopolite, jadis capitale de la rébellion armée, Bouaké reste une localité avec des problèmes sécuritaires majeurs. Elle fut l’épicentre des mouvements de contestation des militaires au cours de l’année 2017.
Lagunes	Abidjan (Abobo et Yopougon)	Capitale économique du pays, Abidjan est le cœur de la vie politique du pays avec quartiers redoutable dans leur participation aux violences politiques en période électorale: Abobo et Yopougon

		sont respectivement affiliés aux deux grands partis politiques, RDR (Parti au pouvoir) et le FPI (parti majoritaire de l'opposition).
Poro	Korhogo	Principale ville du Nord, Korhogo est un principal carrefour pour le trafic illicite des humains. Récemment, la zone de Korhogo a connu une forte montée de l'insécurité à cause de l'affrontement entre les loyaux de deux formations politiques d'aspiration et affiliation différente.
Cavally	Guiglo	La région du Cavally est une zone vulnérable à l'instabilité sécuritaires a caractère politique. Ceci explique une grande concentration des initiatives financées par le UNPBF, ainsi présentant un potentiel de collaboration et de synergies entre différentes initiatives.

Les principaux bénéficiaires du projet sont :

- **Les organisations de jeunesse (hommes et femmes) :** Ils constituent les principaux bénéficiaires de l'intervention. Ils sont par ailleurs les principaux acteurs de violences dont la transformation permettra de consolider la paix et la sécurité. Le projet renforcera leurs capacités à prendre et coordonner des initiatives dans le domaine de la politique, de la consolidation de la paix. Ces organisations seront identifiées de façon participative avec les acteurs de la société civile locale et les autorités administratives et politiques des zones d'intervention.
- **Les mouvements de jeunesse :** Très souvent à la solde d'un candidat, ils sont aussi des acteurs de la violence au même titre que les organisations de jeune. Ils bénéficieront de formation également pour renforcer leur participation citoyenne et le contrôle démocratique des engagements des partis politiques.
- **Les organisations de la société civile :** La contribution de la société civile à la consolidation de la Paix reste très importante. Elles seront assistées dans le cadre du projet pour le renforcement de la participation citoyenne et civique des jeunes dans le suivi des décisions et engagements politiques.

Les plateformes d'alerte précoce existantes : véritables outils de contrôle citoyen, les plateformes mis en place avec l'appui de PBF et celles créés par d'autres appui seront mis à contribution pour assurer une coordination efficace et un partage de l'information. Cette coordination permettra de disséminer les informations et de les rendre beaucoup plus accessibles aux jeunes y compris ceux qui ne sont pas en milieu urbain.

III. Gestion du projet et coordination (4 pages max)

La mise en œuvre du projet sera supervisée par un comité de coordination du projet constitué par les responsables des différentes structures partenaires : CARE, l'OSCS, l'AFJCI, le RIJLI et CAHD. Le comité de coordination sera responsable de la qualité et performance de mise en œuvre du projet. Ce comité sera l'interface entre l'équipe projet et le Secrétariat Technique de PBF en Côte d'Ivoire.

a) Organisations bénéficiaires et partenaires de mise en œuvre

Organisation récipiendaire: CARE International est le récipiendaire principal de ce financement de UNPBF. CARE International, fondé en 1945, est une organisation leader dans le secteur humanitaire et développement avec une programmation dans 90 pays. CARE travaille dans le domaine de la consolidation de la paix à l'échelle mondiale, à travers des interventions directes et/ou indirectes dans le domaine du développement et de l'urgence humanitaire. Les femmes et les jeunes filles sont au cœur de la programmation de CARE

dans le monde et particulièrement dans les contextes des pays dits fragiles. CARE est présente en Côte d'Ivoire depuis 2002 et a mis en œuvre divers projets de la consolidation de la paix et de la sécurité communautaire dans le nord et l'ouest du pays. Les interventions passées et actuelles ont contribué au renforcement de l'influence des femmes dans les processus de prise de décision au niveau communautaire et surtout dans la lutte contre les violences basées sur le genre. Les relations locales, construites au fil des années, mettent CARE en bonne position pour mettre en œuvre des activités visant à *faciliter le renforcement de la confiance au sein et entre les communautés*.

Les partenaires de mise en œuvre :

- **Conseil pour l'assistance Humanitaire et le Développement (CAHD)** est une ONG locale qui possède une vaste expérience de travail dans l'ouest de la Côte d'Ivoire. CAHD exécute actuellement le projet SWEEP financé par UNPBF et SURE (Sustainable Socio-economic Reintegration of Refugee Returnees) financé par BPRM, sous la supervision de CARE Côte d'Ivoire. Elle participe également, aux côtés de l'AFOR (Agence Foncière Rurale) de l'Etat, à la formation des autorités et des communautés dans le cadre d'un programme de délimitation des terroirs villageois à l'Ouest de la Côte d'Ivoire.
- **Association des Femmes Juristes de Côte d'Ivoire (AFJCI)** est une association locale des femmes engagées dans la promotion de l'égalité genre et des droits des femmes en particulier. L'organisation a entrepris des actions de plaidoyer, lobby et de renforcement des capacités sur les droits des femmes en Côte d'Ivoire. AFJCI met actuellement en œuvre les Projets PRODEF (Protection des Défenseurs des Droits de l'homme) et Projet "Dynamique citoyenne pour des élections législatives apaisées en Côte d'Ivoire" financé respectivement par l'USAID et le PNUD. L'AFJCI participe également à la mise en œuvre du projet SWEEP financé par UNPBF qui vise l'appui à l'engagement soutenu des femmes dans les initiatives de consolidation de la paix. Elle est par ailleurs membres du Comité de Pilotage du MCC (Millénium Challenge Coordination), qui est une agence indépendante du gouvernement des Etats-Unis ayant pour mission la réduction de la pauvreté dans le monde à travers la croissance économique
- **Le Réseau Ivoirien des Jeunes Leaders pour l'Intégrité (RIJLI)** : C'est un réseau d'organisations de jeunesse regroupant 20 associations et mouvements. Créée en 2012, le RIJLI participe à l'animation des forums des jeunes sur divers sujets dont la participation politique des jeunes, la supervision et l'observation électorale, la formation et l'encadrement des associations de jeunesse sur le territoire ivoirien. Ses membres sont issus des organisations de jeunesse de la société civile. Le RIJLI exécute actuellement un projet dénommé « campagne pour une inscription massive des jeunes sur les listes électorales » qui est financé par l'USAID à travers le NDI⁸.

b) Gestion du projet et coordination

Le projet MOJEC sera mis en œuvre conjointement par CARE, CAHD, RIJLI et AFJCI. Ces organisations ont ensemble plus de cinq (5) années d'expérience dans le domaine de la promotion de la paix, genre et gouvernance inclusive. Le personnel clés du projet décrits ci-dessous sera couvert par 20% du budget total du projet:

- **Coordinateur programme (15%)**: elle/il sera responsable de la supervision du travail du chef de projet et principal interlocuteur du secrétariat local de PBF par rapport la coordination des interventions de UNPBF en Côte d'Ivoire.
- **Chef de Projet (100%)**: Il est responsable de la mise en œuvre technique et opérationnelle du projet. Il supervisera les activités des partenaires et assurera le respect

⁸ NDI: National Democratic Institute

du chronogramme défini d'un commun accord dans les engagements avec le bailleur, les bénéficiaires et les structures étatiques.

- **Responsable Suivi/Evaluation et Gestion des Connaissances (50%)**: Responsable de la collecte des données du projet et de la documentation et partage des leçons apprises du projet.
- **Conseiller Technique en Plaidoyer (30%)**: Le Conseiller Technique Plaidoyer assistera l'équipe projet et des partenaires dans l'élaboration et l'exécution de la stratégie de plaidoyer pour une grande participation des jeunes dans les espaces de dialogue politiques.
- **Directeur de Qualité programme de CARE Cote d'Ivoire (10%)**: Elle/Il sera responsable de l'assurance qualité des interventions d'accompagnement de la participation des jeunes dans les espaces de dialogue politiques et la mesure des réalisations et impact du projet.

c) Gestion du risque

Risques	Probabilité (haut, moyen, bas)	La sévérité de l'impact sur le projet (haut, moyen, bas)	Stratégie d'atténuation (et personne responsable / unité)
Récupération politique des espaces publics et réseaux créés :	Haut	Moyen	Le projet va développer une stratégie de communication sur les objectifs du projet. Cette stratégie va définir les messages et trames de communication envers les audiences clés du projet notamment les autorités locales, les mouvements des jeunes, les parties politiques, etc."
Faible intérêt des jeunes des partis politiques	Haut	Bas	Utilisation de la stratégie de communication du projet pour développer des messages ciblant les jeunes – particulièrement les jeunes filles/femmes."
Participation des jeunes militants des partis politiques dans la violence électorale	Haut	Haut	Utilisation de la stratégie de communication du projet pour développer des messages ciblant les partis politiques et les jeunes

d) Suivi / évaluation.

Le plan de suivi/évaluation et de gestion des connaissances de MOJEC comprend: (1) Le suivi continue de routine des activités du projet pour la documentation et le suivi de la performance du projet ; (2) la documentation et dissémination des bonnes pratiques et des leçons apprises des initiatives du projet ; et enfin (3) la conduite des micro-enquêtes de perceptions pour évaluer les effets du projet. Le projet va allouer environ 9% du budget total du projet aux activités M&E, y compris le temps de services d'un technicien de Suivi/Evaluation. Le technicien de suivi et évaluation sera responsable de la finalisation et mise en œuvre du cadre de suivi, évaluation et apprentissage du projet. Le cadre de suivi constituera le document de référence pour toutes les activités de Suivi/Evaluation et documentation et partage les apprentissages du projet. Le cadre des résultats du projet en annexe B sera finalisé en collaboration avec le bureau local du secrétariat de PB au cours du premier trimestre du projet afin de renforcer la synergie du projet avec d'autres initiatives financées par UNPBF dans le cadre du Plan National Prioritaire 2 de consolidation de la paix et du Programme National d'appui à la Consolidation de la Paix (PACoP).

a) Un plan de mise en œuvre détaillé des activités: l'équipe projet va élaborer un plan de mise en œuvre détaillé des activités. Ce plan sera basé sur l'élaboration du plan de travail annuel des différents partenaires de mise en œuvre pour assurer la cohérence et l'alignement des différentes activités du projet les résultats visés.

b) Un plan de rapportage des activités: Ce plan va définir le calendrier de reportages du projet, la chaîne de diffusion des rapports et documents d'apprentissage du projet. Le plan va permettre de d'assurer de la qualité, la promptitude et un bon ciblage des audiences internes et externes pour la diffusion des rapports et autres produits d'information sur le projet. Les rapports sur le progrès du projet se fera trimestriellement et semestriellement (rapport sur l'état d'avancement du projet à l'intention du UNPBF). Le projet va d'une manière particulière utiliser l'outil AIIR⁹ de CARE pour suivre et mesurer l'impact des actions de plaidoyer et d'influence pour une grande participation des jeunes dans les espaces dialogue politiques. Cet outil va contribuer à augmenter la qualité de la documentation des informations sur les actions et interventions d'influence de la participation des jeunes dans les dialogues et débats politique pluralistes. Les données reflétant les points de vue et les expériences des bénéficiaires du projet seront désagrégées par sexe et par âge pour mieux informer notre analyse et suivre le progrès du projet vers l'atteinte de ses objectifs.

c) Un plan de suivi des activités terrain: le projet va développer un plan détaillé de suivi et collecte des données sur les activités du projet. Ce plan servira de guide pour le personnel terrain dans le contrôle de la qualité des activités et la collecte des données de base pour renseigner la mesure du progrès du projet envers la réalisation des résultats cibles. Le technicien en suivi et évaluation va développer les outils numériques de collecte des données sur les activités afin d'optimiser l'utilisation des supports digital dans le suivi des activités du projet et ainsi réduire l'impact du projet sur l'environnement. Les informations et données sur l'état d'avancement du projet seront centralisées dans une base de donnée liée au système central de gestion des données des projets de CARE Côte d'Ivoire. Les conseillers techniques effectueront tous les deux mois des visites de suivi sur le terrain pour évaluer la qualité des activités mises en œuvre, des progrès par rapport aux objectifs, et documenter les défis et difficultés rencontrés.

d) Micro-enquête de perception trimestrielles: Le projet va mener des micro-enquêtes de perception trimestrielles pour collecter les perceptions des bénéficiaires sur la situation relative aux des indicateurs de progrès du projet pour comprendre de quelle manière le projet avance vers l'attente des produits et résultats cibles du projet. Ces enquêtes de perception permettront d'identifier à temps les aspects du projet qui nécessitent de s'adapter au contexte du terrain d'une part et constituer une base d'évidence sur des premiers signes de changement apporter par le projet.

e) Evaluation externe du projet: l'équipe projet va organiser en consultation avec le Secrétariat du PBF en Côte d'Ivoire une évaluation finale externe du projet. L'évaluation va se concentrer sur la mesure de l'impact et effet catalytique des interventions du projet.

e) Stratégie de fin de projet / durabilité.

Le projet va s'appuyer sur le renforcement de l'appropriation des actions clés du projet par les collectifs et mouvements des jeunes pour assurer la continuité et la durabilité des acquis du projet.

- Le projet va mobiliser et engager les collectifs et mouvements des jeunes bénéficiaires du projet à identifier, créer et développer des plans de mise à jour des compétences nécessaires pour la gestion et le maintien des plateformes et mécanismes citoyens des

⁹ AIIR: Advocacy Impact Inquiry Reporting

jeunes soutenus ou créer par le projet pour catalyser l'action citoyenne des jeunes dans les processus démocratiques électorales du pays.

- Le projet va créer des synergies et amplifier l'aspect catalytique des actions/initiatives financés par le PBF en Côte d'Ivoire qui contribuent directement à la création d'un environnement favorable à la consolidation de paix et cohésion sociale. Ainsi, le projet va d'une manière intentionnelle établir dès les premiers jours des conventions de collaboration avec 3 mécanismes d'alertes précoces qui ont été créés grâce à l'appui du PBF : les comités civilo-militaires ; les comités locaux de paix ; et l'observatoire de la solidarité et cohésion sociale.
- Le projet va développer et mettre en œuvre un plan de clôture du projet à partir du dernier trimestre du projet. Ce plan va viser le transfert des compétences et infrastructures sociales créées par le projet aux plateformes d'observation de l'espace politique et de gouvernance conjointement identifier avec le bureau local du secrétariat de PB en Côte d'Ivoire.

IV. Budget du projet

Résultats	Budget proposé en \$ US	Justifications
Résultat 1 : L'action citoyenne des jeunes dans la surveillance des actions politiques qui promeuvent les divisions et clivages politiques identitaires est augmentée.	726,789	L'augmentation et l'implication des jeunes dans la surveillance et suivi des actions, slogans et messages politiques qui font la promotion, diffusion et utilisation des sentiments identitaires au sein de la classe politique comme levier important pour la consolidation de la paix et le développement d'une culture démocratique inclusive. Le projet va encourager les organisations des jeunes à publiquement rapporter et dénoncer les actions et slogans politiques qui ravivent ou incitent à la radicalisation de la jeunesse dans l'espace politique ivoirienne.
Résultat 2 : 5 plateformes régionales de jeunes pour la promotion de l'expression libre et dialogue politique parmi les jeunes militent contre l'engagement des jeunes dans les violences politiques.	91,505	Ce résultat vise à augmenter la participation des jeunes dans le dialogue politique inclusif et la libre expression des vues politiques parmi les jeunes pour soutenir leur engagement civique dans la lutte contre la violence politique. Le projet va créer et faciliter la participation active des jeunes dans les plateformes virtuelles et physiques de promotion du dialogue inclusif entre les jeunes des différentes affiliations politiques, ethniques et sociales.
Résultat 3 : La redevabilité politique envers la participation inclusive et l'action civique des jeunes renforcés.	281,706	Promouvoir la redevabilité politique est un aspect essentiel dans la création et le renforcement d'une culture démocratique inclusif qui valorise l'engagement civique égale entre tous les segments de la population en âge de maturité civique.
Total	1,100,000	

Annex A.2: Project Administrative arrangements for Non-UN Recipient Organizations

(This section uses standard wording – please do not remove)

Accountability, transparency and reporting of the Recipient Non-United Nations Organization:

The Recipient Non-United Nations Organization will assume full programmatic and financial accountability for the funds disbursed to them by the Administrative Agent. Such funds will be administered by each recipient in accordance with its own regulations, rules, directives and procedures.

The Recipient Non-United Nations Organization will have full responsibility for ensuring that the Activity is implemented in accordance with the signed Project Document;

In the event of a financial review, audit or evaluation recommended by PBSO, the cost of such activity should be included in the project budget;

Ensure professional management of the Activity, including performance monitoring and reporting activities in accordance with PBSO guidelines.

Ensure compliance with the Financing Agreement and relevant applicable clauses in the Fund MOU.

Reporting:

Each Receipt will provide the Administrative Agent and the PBSO (for narrative reports only) with:

Type of report	Due when	Submitted by
Bi-annual project progress report	15 June	Convening Agency on behalf of all implementing organizations and in consultation with/ quality assurance by PBF Secretariats, where they exist
Annual project progress report	15 November	Convening Agency on behalf of all implementing organizations and in consultation with/ quality assurance by PBF Secretariats, where they exist
End of project report covering entire project duration	Within three months from the operational project closure (it can be submitted instead of an annual report if timing coincides)	Convening Agency on behalf of all implementing organizations and in consultation with/ quality assurance by PBF Secretariats, where they exist
Annual strategic peacebuilding and PBF progress report (for PRF allocations only), which may contain a request for additional PBF allocation if the context requires it	1 December	PBF Secretariat on behalf of the PBF Steering Committee, where it exists or Head of UN Country Team where it does not.

Financial reports and timeline

Timeline	Event
28 February	Annual reporting – Report Q4 expenses (Jan. to Dec. of previous year)
30 April	Report Q1 expenses (January to March)
31 July	Report Q2 expenses (January to June)
31 October	Report Q3 expenses (January to September)
<i>Certified final financial report to be provided at the quarter following the project financial closure</i>	

Unspent Balance exceeding USD 250 at the closure of the project would have to be refunded and a notification sent to the Administrative Agent, no later than three months (31 March) of the year following the completion of the activities.

Ownership of Equipment, Supplies and Other Property

Matters relating to the transfer of ownership by the Recipient Non-UN Recipient Organization will be determined in accordance with applicable policies and procedures defined by the PBSO.

Public Disclosure

The PBSO and Administrative Agent will ensure that operations of the PBF are publicly disclosed on the PBF website (<http://unpbf.org>) and the Administrative Agent website (<http://www.mptf.undp.org>)

Final Project Audit for non-UN recipient organization projects

An independent project audit will be requested by the end of the project. The audit report needs to be attached to the final narrative project report. The cost of such activity must be included in the project budget.

Special Provisions regarding Financing of Terrorism

Consistent with UN Security Council Resolutions relating to terrorism, including UN Security Council Resolution 1373 (2001) and 1267 (1999) and related resolutions, the Participants are firmly committed to the international fight against terrorism, and in particular, against the financing of terrorism. Similarly, all Recipient Organizations recognize their obligation to comply with any applicable sanctions imposed by the UN Security Council. Each of the Recipient Organizations will use all reasonable efforts to ensure that the funds transferred to it in accordance with this agreement are not used to provide support or assistance to individuals or entities associated with terrorism as designated by any UN Security Council sanctions regime. If, during the term of this agreement, a Recipient Organization determines that there are credible allegations that funds transferred to it in accordance with this agreement have been used to provide support or assistance to individuals or entities associated with terrorism as designated by any UN Security Council sanctions regime it will as soon as it becomes aware of it inform the head of PBSO, the Administrative Agent and the donor(s) and, in consultation with the donors as appropriate, determine an appropriate response.

Non-UN recipient organization (NUNO) eligibility:

In order to be declared eligible to receive PBF funds directly, NUNOs must be assessed as technically, financially and legally sound by the PBF and its agent, the Multi Partner Trust Fund Office (MPTFO). Prior to submitting a finalized project document, it is the responsibility of each NUNO to liaise with PBSO and MPTFO and provide all the necessary documents (see below) to demonstrate that all the criteria have been fulfilled and to be declared as eligible for direct PBF funds.

The NUNO must provide (in a timely fashion, ensuring PBSO and MPTFO have sufficient time to review the package) the documentation demonstrating that the NUNO:

- Has previously received funding from the UN, the PBF, or any of the contributors to the PBF, in the country of project implementation
- Has a current valid registration as a non-profit, tax exempt organization with a social based mission in both the country where headquarter is located and in country of project implementation for the duration of the proposed grant. (**NOTE:** If registration is done on an annual basis in the country, the organization must have the current registration and obtain renewals for the duration of the project, in order to receive subsequent funding tranches)
- Produces an annual report that includes the proposed country for the grant
- Commissions audited financial statements, available for the last two years, including the auditor opinion letter. The financial statements should include the legal organization that will sign the agreement (and oversee the country of implementation, if applicable) as well as the activities of the country of implementation. (**NOTE:** If these are not available for the country of proposed project implementation, the CSO will also need to provide the latest two audit reports for a program or project based audit in country.) The letter from the auditor should also state whether the auditor firm is part of the nationally qualified audit firms.
- Demonstrates an annual budget in the country of proposed project implementation for the previous two calendar years, which is at least twice the annualized budget sought from PBF for the project¹⁰
- Demonstrates at least 3 years of experience in the country where grant is sought
- Provides a clear explanation of the CSO's legal structure, including the specific entity which will enter into the legal agreement with the MPTF-O for the PBF grant.

¹⁰ Annualized PBF project budget is obtained by dividing the PBF project budget by the number of project duration months and multiplying by 12.

Résultats	Produits	Indicateurs	Moyens de vérification/ fréquence de collecte	Etapes
Résultat 1 : L'action citoyenne des jeunes dans la surveillance des actions politiques qui promeuvent les divisions identitaires est augmentée.	<p>Produit 1.1 : L'action catalyseur de 5 collectifs et/ou mouvements de jeunes de l'engagement civique des jeunes dans le dialogue politique est renforcé</p> <p>Liste des activités relevant du produit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Identification des collectifs/mouvements inclusif de jeunes dans les zones cibles - Formation ou renforcement de capacités des collectifs/mouvements identifiés sur l'action citoyen de contrôle de l'espace démocratique - Formation des collectifs/mouvements identifiés sur les techniques de sensibilisation et de mobilisation de l'action civique inclusive - Organisation de séances de dialogue et expression politique libre - Appuyer la participation des jeunes dans le suivi et rapportage des actions, slogans et messages politiques d'incitation à la division et tension politique. 	<p>Indicateur 1 : Pourcentage des organisations de jeunes des zones cibles impliquées dans le suivi citoyen des actions et mœurs politiques</p> <p>Données de base : 0</p> <p>Cible: 70% des organisations bénéficiaires des actions du projets</p>	<p>Micro-enquêtes de perceptions</p> <p>Tous les 3 mois</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en place d'un dispositif de collecte de données sur la perception des bénéficiaires qui implique tous les partenaires de mise en œuvre - Formation des partenaires de mise en œuvre sur l'utilisation des outils de collecte de donner - Contrôle de la qualité et ventilation des données collectées sur le terrain
		<p>Indicateur 2 : Niveau d'augmentation de l'implication des jeunes dans le dialogue et débats politiques publics</p> <p>Données de base : A déterminer</p> <p>Cible: 70% des organisations bénéficiaires des actions du projets</p>	<p>Sondage d'opinion dans les zones d'intervention</p> <p>Tous les 3 mois</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Préparation des protocoles et outils de sondage d'opinion ; - Formation des agents M&E des structures partenaires de mise en œuvre sur l'utilisation des protocoles et outils de sondage - Constituer l'échantillon pour le sondage - Contrôle qualité et validation des données collectées sur terrain
		<p>Indicateur 1.1.1 : 50% des membres des collectifs et/ou mouvements des jeunes sensibilisés par le projet sont actifs dans les initiatives de suivi et de dialogue sur les actions, slogans et message susceptible d'inciter à la violence politique</p> <p>Données de base : A déterminer</p> <p>Cible : au moins 5 collectifs et/ou mouvements des jeunes dont 2 de femmes.</p>	<p>Sondage d'opinion dans les zones d'intervention</p> <p>Rapport du diagnostic des mouvements de jeunesse de la Société civile</p> <p>Tous les 3 mois</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Préparation des protocoles et outils de sondage d'opinion ; - Formation des agents M&E des structures partenaires de mise en œuvre sur l'utilisation des protocoles et outils de sondage - Constituer l'échantillon pour le sondage - Contrôle qualité et validation des données collectées sur terrain
		<p>Indicateur 1.1.2 : Niveau d'augmentation de rapportage des cas d'abus et utilisation des slogans politiques d'incitation aux divisions et polarisation identitaire des campagnes électorales.</p> <p>Données de base : A déterminer</p> <p>Cible : 50% d'augmentation</p>	<p>Programmmation des sessions de discussion</p> <p>Réalisation des sessions de discussion</p> <p>Rapport des sessions de discussions</p> <p>Copies des communications écrites faites par les mouvements des jeunes</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Collecter et consolider les rapports des séances de discussions des jeunes - Consolider les copies des évidences collecter par les jeunes.

	<p>Produit 1.2 : Les collectifs/mouvement de jeunes des partis politiques et ceux de la société civile collaborent sur les actions collectives citoyennes des jeunes pour la prévention des violences politiques et la consolidation de la paix</p> <p>Liste des activités relevant du produit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Formation des collectifs/mouvements politiques et de la société civile sur les thématiques de civisme, de la surveillance des violences politiques ; et traçabilités et rapportage des incidents de violences politiques ; etc. - Organiser des espaces/cadres de dialogue et concertation entre les collectifs/mouvements de jeunes - Appuyer les initiatives d'actions collectives citoyennes des organisations des jeunes cibles. - Formation à la prévention et résolution pacifique des conflits 	<p>Indicateur 1.2.1 : Nombre de rencontres de concertations organisées entre les collectifs/mouvements de jeunesse Données de base : A déterminer Cible : 36 rencontres</p> <p>Indicateur 1.2.2 : Nombre de cas de violences potentielles désamorcer grâce à l'action citoyenne des jeunes vigiles de l'espace politique Données de base: A déterminer Cible : 00 cas</p>	<p>Chaque mois</p> <ul style="list-style-type: none"> - Rapport de cadres de concertation - Liste de présence chaque mois - Rapports des activités de volontariat et du civisme des jeunes; - Copies des listes de présence des séances de dialogue entre les jeunes sur les incidents politiques; - Copies des rapports des formations des jeunes <p>Chaque mois</p> <ul style="list-style-type: none"> - Rapport sur les cas de violences rapportées par les jeunes - Rapport d'actions de suivi des incidents politiques par les jeunes. <p>Chaque mois</p> <ul style="list-style-type: none"> - Copies des messages sur les réseaux sociaux et copies des journaux. <p>Tous les 3 mois.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Collecter et consolider les rapports des séances de discussions des jeunes - Consolider les copies des évidences collecter par les jeunes. - Collecter et consolider les rapports des séances de discussions des jeunes - Consolider les copies des évidences collecter par les jeunes. <ul style="list-style-type: none"> - Préparation des outils de de rapportage des cas d'incident de violence politique - Consolidation des rapports à travers les zones cibles.
<p>Produit 1.3 : Un mécanisme des jeunes pour le suivi des actions politiques est en place et fonctionnel</p> <p>Liste des activités relevant du produit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Sensibiliser et mobiliser les mouvements de jeunesse à la RLE - Former sur l'observation du processus électoral - Mise en place du système d'alerte précoce en appui à l'OSCS - Organiser des dialogues politiques impliquant les différents acteurs - Faire la promotion des articles pacifiques de presse sur l'actualité politique - Organiser sur les réseaux sociaux des débats sur l'actualité politique 	<p>Indicateur 1.3.1 : Cas des violences politiques reportées par les jeunes au niveau local et national. Données de base: A déterminer Cible : 50% d'augmentation</p> <p>Indicateur 1.3.2: Le pourcentage d'augmentation des partages et publications articles, commentaires politiques sur l'engagement citoyens des jeunes dans la prévention de violence politique. Données de base : A déterminer Cible : 50% d'augmentation de la situation de référence</p>	<p>Chaque mois</p> <ul style="list-style-type: none"> - Rapport sur les cas de violences rapportées par les jeunes - Rapport d'actions de suivi des incidents politiques par les jeunes. <p>Chaque mois</p> <ul style="list-style-type: none"> - Copies des messages sur les réseaux sociaux et copies des journaux. <p>Tous les 3 mois.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Préparation des outils de de rapportage des cas d'incident de violence politique - Consolidation des rapports à travers les zones cibles. 	

<p>Résultat 2 : 5 plateformes régionales de jeunes pour la promotion de l'expression libre et dialogue politique parmi les jeunes militants contre l'engagement des jeunes dans les violences politiques.</p>	<p>Indicateur 2 : Nombre de plateformes des jeunes fonctionnels Données de base : A déterminer Cible : 70% des plateformes soutenues par le projet sont fonctionnel.</p> <p>Indicateur 2 b</p> <p>Données de base : Cible :</p>	<p>- Nombre des plateformes actives - Rapports des réunions des plateformes régionales</p> <p>Chaque mois.</p>	<p>Collecter les rapports des plateformes ; Consolider les rapports des plateformes régionales</p> <p>Analyser et catégoriser le types d'incidence de violence politique ;</p>
<p>Produit 2.1 : Les débats et dialogues politiques entre jeunes sont libres, inclusif et soutenus par des évidences dans les zones cibles du projet</p> <p>Liste des activités relevant du produit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Sensibiliser et mobiliser les collectifs/mouvements de jeunes à s'inscrire dans le Recensement des Listes Electorales (RLE) - Former sur les représentants des collectifs/mouvement de jeunes sur la création et animation des plateformes de dialogue politique et action civique - Appuyer les actions citoyennes à travers les blogs et capsules sur l'engagement politique des jeunes dans le processus électoral - Organiser des dialogues et débats politiques sur l'actualité politique avec différents leaders des jeunes à la fois au niveau local et central. - Faire la promotion des articles de presses qui promeuvent l'inclusion et la tolérance politique 	<p>Indicateur 2.1.1 : Pourcentage des cas de violence politiques soutenus par les évidences/faits réels rassembler par les jeunes eux-mêmes.</p> <p>Données de base : A déterminer Cible : 60% des sujets de discussion</p> <p>Indicateur 2.1.2 : Nombre de rencontres trimestrielles</p> <p>Données de base : 00 Cible : 14 rencontres</p>	<p>- Rapports des séances de discussions et travail des jeunes. Copies du descriptif des évidences rassembler par les jeunes.</p> <p>Tous les 3 mois</p> <p>- Liste de présence - PV de la rencontre</p> <p>Tous les 3 mois</p>	<p>- Collecter et consolider les rapports des séances de discussions des jeunes - Consolider les copies des évidences collecter par les jeunes.</p> <p>- Collecter et consolider les rapports des séances de discussions des jeunes - Consolider les copies des évidences collecter par les jeunes.</p>
<p>Produit 2.2 : Le mécanisme de coordination des actions citoyennes des jeunes des différentes formations est en place et fonctionnel dans les zones cibles du projet</p> <p>Liste des activités relevant du produit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mise en place d'un système de rapportage sur le suivi des promesses électorale à temps réel - Ouverture d'un compte WhatsApp - Promotion du système digital via les médias - Mise en place d'une équipe de gestion du système digital - Former les jeunes à l'utilisation de la plateforme digitale 	<p>Indicateur 2.2.1 : La plateforme digitale est fonctionnelle</p> <p>Données de base : A déterminer Cible : A déterminer</p> <p>Indicateur 2.2.2 : Nombre de mouvements des jeunes qui utilisent les évidences pendant les débats et dialogues politiques</p> <p>Données de base : A déterminer Cible : 50% d'augmentation</p>	<p>- Résumé d'activités de la plateforme digitale - Rapports de suivi du projet</p> <p>Chaque mois</p> <p>- Rapports d'événements organisés - Nombre d'enregistrement des rencontres</p>	<p>- Collecter et consolider les rapports des séances de discussions des jeunes - Consolider les copies des évidences collecter par les jeunes.</p> <p>- Collecter et consolider les rapports des séances de discussions des jeunes - Consolider les copies des évidences collecter par les jeunes.</p>

	<p>- Collaborer avec les plateformes existantes (YALI network, U-report, Active Ta Voix, OSCS)</p>	<p>Indicateur 3 a : Niveau d'augmentation des opportunités d'interaction directe entre les jeunes et les leaders politiques dans les zones cibles.</p> <p>Données de base : A déterminer</p> <p>Cible : A déterminer</p>	<p>Tous les 3 mois</p> <ul style="list-style-type: none"> - Rapports des échanges directs entre les jeunes et des leaders politiques - Sondage sur la participation des jeunes dans l'animation des partis politiques. 	<ul style="list-style-type: none"> - Collecter et consolider les rapports des séances de discussions des jeunes - Consolider les copies des évidences collecter par les jeunes.
<p>Résultat 3 : La redevabilité politique envers la participation inclusive et l'action civique des jeunes renforcés.</p>	<p>Produit 3.1 : Les autorités et leaders des partis politiques ont augmenté leurs interactions et dialogue inclusif avec les jeunes dans les zones cibles du projet.</p> <p>Liste des activités qui appartiennent au produit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Organiser des forums de dialogues politiques inclusif entre les mouvements des jeunes et les représentants des partis politiques. - Organisation de journées et/ou foire de citoyenneté a l'intention des jeunes en collaboration par les formations politiques. - Organiser sur les réseaux sociaux des débats croisés entre les jeunes et les leaders politiques 	<p>Indicateur 3.1.1. Augmentation de la fréquence de dialogue politique entre jeunes et les partis politiques toutes tendance confondue.</p> <p>Données de base : A déterminer</p> <p>Cible : A déterminer</p>	<p>Tous les 3 mois</p> <ul style="list-style-type: none"> - Rapports des échanges directs entre les jeunes et des leaders politiques - Sondage sur la participation des jeunes dans l'animation des partis politiques. 	<ul style="list-style-type: none"> - Collecter et consolider les rapports des séances de discussions des jeunes - Consolider les copies des évidences collecter par les jeunes.
	<p>Indicateur 3.1.2 : Pourcentage des actions prises par les leaders politiques en réponses aux demandes et/ou revendications des jeunes</p> <p>Données de base : A déterminer</p> <p>Cible : 60% des sujets de discussion</p>	<p>Tous les 3 mois</p> <ul style="list-style-type: none"> - Copies d'éléments de preuve de l'action des politiques - Rapport des séances de discussions dans lesquelles les leaders politiques font d'engagements sur les demandes et revendication des jeunes. 	<ul style="list-style-type: none"> - Collecter et consolider les rapports des séances de discussions des jeunes - Consolider les copies des évidences collecter par les jeunes. 	
	<p>Indicateur 3.2.1: Pourcentage de mouvements de jeunes impliqués dans les mécanismes d'alerte précoce et de plaidoyer dans les zones d'intervention</p> <p>Données de base : A déterminer</p> <p>Cible : 70%</p>	<p>Tous les 3 mois</p> <ul style="list-style-type: none"> - Rapports des échanges directs entre les jeunes et des leaders politiques - Sondage sur la participation des jeunes dans l'animation des partis 	<ul style="list-style-type: none"> - Collecter et consolider les rapports des séances de discussions des jeunes - Consolider les copies des évidences collecter par les jeunes. 	
	<p>Produit 3.2 : Les mouvements des jeunes sont actifs dans les mécanismes d'alertes précoces et de plaidoyer politiques pour la prévention des violences politiques dans les zones cibles du projet.</p> <p>Liste des activités relevant du produit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Organiser des séances de travail citoyens entre les partis politiques et la population 			

	<ul style="list-style-type: none"> - Vulgarisation des résolutions 2250 et 2419 et 1325 auprès des associations de jeunesse et des autorités - Partager des rapports ciblés sur les incidents et actions politiques d'incitation au division et polarisation du dialogue politiques - Appuyer la promotion de l'action civique citoyenne des jeunes à travers les médias sociaux 	<p>Indicateur 3.2.2</p> <p>Données de base : Cible :</p>	<p>politiques.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Tous les 3 mois 	
--	---	---	--	--

Annexe C: Liste de vérification pour le lancement du projet

Question	OUI	NON	Commentaire
1. Les partenaires de mise en œuvre ont-ils tous été identifiés ?			
2. Les termes de référence pour le personnel clef sont-ils finalisés et prêts à être lancés ?			
3. Les sites d'intervention du projet ont-ils été identifiés ?			
4. Les communautés locales et les représentants du gouvernement ont-ils été consultés sur l'existence du projet ?			
5. Une analyse préliminaire / identification des leçons apprises / activités existantes a-t-elle été effectuée ?			
6. Les critères de détermination des bénéficiaires ont-ils été identifiés ?			
7. Des accords ont-ils été mis en place avec la contrepartie nationale pertinente au sujet de la mise en œuvre du projet entre les agences bénéficiaires ?			
8. Des arrangements clairs ont-ils été prévus concernant la stratégie de mise en œuvre entre le différentes agences bénéficiaires ?			
9. Quelles sont les autres activités de préparation devant être entreprises avant que le projet ne démarre et combien de temps sera-t-il nécessaire pour les effectuer ?		N/A	

Annexe D : Budgets détaillés et UNDG (document Excel à part)